

Exception faite de légères modifications visant à resserrer les dispositions régissant les actions accréditives, le budget ne dit presque rien du secteur des ressources. Où sont les modifications fiscales promises pour encourager la prospection et l'extraction dans le secteur minier? Où sont les fonds additionnels qu'on proposait d'allouer au Service canadien de la faune? Où est le programme d'apprentissage en foresterie que le gouvernement a promis?

Je vois que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle) est présent. Je le connais depuis longtemps. Il représente le centre de l'industrie forestière de l'intérieur de la Colombie-Britannique. Il doit se sentir dégoûté. Il doit se sentir au moins très troublé. Si j'étais à sa place, je crois que je dirais à mes commettants que je suis occupé à prendre connaissance de mon nouveau portefeuille à Ottawa, et je me tiendrais loin de Prince George le temps que s'apaisent les réactions autour du budget.

Le budget ne fait aucune allusion au secteur du pétrole et du gaz. La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'ignore pas—je lui sais gré d'être présente—que ce matin, le prix du pétrole était de \$12 US le baril. Elle sait qu'un grand nombre de projets vont être arrêtés et que l'on va ralentir, abandonner ou suspendre la mise en valeur de nombreux gisements. Les industries connexes, comme celle du forage, vont avoir de sérieuses difficultés. Elle n'ignore pas non plus que notre objectif d'autarcie se trouve compromis. J'espère qu'elle va bientôt nous dire comment elle pause, maintenant, que le secteur du pétrole et du gaz pourront faire face à la situation actuelle, compte tenu des promesses qu'elle nous a faites sur le plan des emplois.

Ce budget instaure des prêts basés sur le prix des denrées agricoles. C'est une idée intéressante. L'ennui, c'est que très peu de cultivateurs y auront droit. Premièrement, ils doivent déjà avoir une hypothèque de la Société du crédit agricole et, deuxièmement, il faut qu'ils soient en difficulté. S'ils ont contracté un emprunt auprès d'une banque, cela ne les aidera en rien. Toutefois, le ministre dit qu'il viendra en aide aux cultivateurs s'ils veulent abandonner l'agriculture. Pour la deuxième fois de suite, les seuls cultivateurs que l'on aide vraiment sont ceux qui désirent vendre. S'ils veulent conserver leur exploitation, ni l'un ni l'autre des deux derniers budgets ne fera grand chose pour eux. Le nouveau budget prévoit de les aider à se réinstaller à se recycler. Comme pour l'exemption sur les gains en capital, cela revient à leur dire: «Abandonnez la terre et nous vous aiderons un peu, mais si vous préférez continuer, ce sera à vos risques et périls».

Dans l'agriculture, les compressions s'élèveront à 502 millions de dollars entre 1985-1986 et 1990-1991. Les agriculteurs font également face à une hausse de 1 p. 100 de la taxe sur les carburants agricoles. Nous attendons toujours les obligations agricoles. Le premier ministre a participé à la Charte de Prince Albert. Je continue à croire qu'il ne sait pas ce qu'est une obligation agricole, mais il a dit qu'il allait offrir aux agriculteurs une obligation à long terme et portant un faible intérêt. Cela devait être épatant.

Nous attendons toujours une politique sucrière. Les producteurs de betterave sucrière communiquent actuellement avec leurs députés parce que ce secteur ne survivra pas, en Alberta,

Le budget—Le très hon. J. N. Turner

au Manitoba et au Québec, si le gouvernement n'adopte pas de politique sucrière nationale.

Selon le *Journal* d'Edmonton, ce budget va à l'encontre des intérêts de l'Alberta parce que le ministre des Finances se désintéresse de l'agriculture et de l'énergie.

[Français]

Je regrette que le ministre des Communications (M. Masse) ne soit pas ici, parce que c'est le nouvel héros pour protéger notre identité culturelle.

C'est évident qu'il doit être fier d'une promesse de 75 millions de dollars pour la culture. Et tous les artistes, tous les auteurs et tous ceux et celles qui contribuent à nous donner une vraie culture canadienne sont apparemment satisfaits. Mais leur mémoire est très courte. Est-ce qu'ils ont oublié nos artistes? Est-ce qu'ils ont oublié nos auteurs?

La coupure, si on se fie à la déclaration du ministre de novembre 1984 (121 millions de dollars), représente maintenant une différence de 50 millions de dollars.

Le compte est encore en déficit de 50 millions de dollars pour nos artistes.

[Traduction]

Étant donné les tendances idéologiques du gouvernement actuel, on pourrait dire qu'il reprend de la main droite ce qu'il donne de la gauche et ce, dans un esprit de vengeance sans égal depuis l'époque biblique. Le gouvernement a annoncé l'affectation de 300 millions de dollars à la recherche et au développement, mais il a réduit considérablement le budget du Conseil de recherches, comme l'a signalé mon collègue le député de Saint-Henri-Westmount. Il nous menace d'une taxe à la valeur ajoutée. Le ministre et le gouvernement examinent encore la fameuse taxe sur la cession d'entreprises ou taxe à la valeur ajoutée. Cela posera des problèmes d'ordre constitutionnel.

● (1630)

Le ministre a dit qu'il cherchait à augmenter les recettes. Puis, il a eu assez de cynisme politique pour avouer aux journalistes, sans doute à la conférence de presse non officielle qui a suivi le budget, qu'il songeait, en effet, à élargir l'assiette fiscale sous forme d'un impôt de transfert—le plus énorme filet qu'on ait probablement jamais tendu au-dessus des contribuables canadiens—se réservant ensuite la possibilité, un an avant les élections, de supprimer la surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu des particuliers afin de se donner bonne figure aux yeux des Canadiens. Petit à petit, secrètement et mine de rien, il va établir un impôt de transfert, puis il va supprimer la surtaxe de 3 p. 100. Comme cynisme politique, on ne fait pas mieux. Nous ne manquerons certes pas d'examiner de près le document de travail que le ministre entend présenter.

A propos des problèmes sociaux, le ministre dit à la page 12 de son discours qu'il compte proposer dans son prochain budget de nouvelles mesures pour réformer notre système de dépenses sociales et les dispositions fiscales connexes.

Une voix: Oh, oh!

M. Turner (*Vancouver Quadra*): Oh, oh! Nous allons surveiller cela de près. L'engagement sacré va en prendre pour son rhume.